

CHRONIQUES DE BAGDAD  
1997-1999

*La guerre qui n'avoue pas son nom*

***Collection Comprendre le Moyen-Orient***  
*dirigée par Jean-Paul Chagnollaud*

**Dernières parutions**

Joseph KHOURY, *Le désordre libanais*, 1998.

Jacques BENDELAC, *L'économie palestinienne*, 1998

Ephrem-Isa YOUSIF, *L'épopée du Tigre et de l'Euphrate*, 1999.

Sabri CIGERLI, *Les Kurdes et leur histoire*, 1999.

Jean-Jacques LUTHI, *Regard sur l'Égypte au temps de Bonaparte*, 1999.

Fabiola AZAR, *Construction identitaire et appartenance confessionnelle au Liban*, 1999.

Akbar MOLAJANI, *Sociologie politique de la révolution iranienne de 1979*, 1999.

Alice BSÉRÉNI

CHRONIQUES DE BAGDAD  
1997-1999

*La guerre qui n'avoue pas son nom*

Préface du Dr Michel Joli

**L'Harmattan**  
5-7, rue de l'École Polytechnique  
75005 Paris - FRANCE

**L'Harmattan Inc.**  
55, rue Saint-Jacques  
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

© *L'Harmattan*, 2000  
ISBN : 2-7384-8932-X

**Ce livre est dédié à Mustapha al-Moktar, décédé à l'âge de 54 ans à Bagdad le 16 janvier 1999, date anniversaire du déclenchement de l'offensive militaire occidentale sur l'Irak, le 16 janvier 1991.**

## Précédents ouvrages et travaux.

*Irak, le complot du silence*, l'Harmattan, Paris 1997,

*Irak : un desafio al nuevo orden mundial ?* , ouvrage collectif sous la direction d'Eva Forest, Editions Argitaltexte HIRU, SL Espagne, 1999.

*Le Bateau des femmes arabes pour la paix*, l'Harmattan, Paris 1996, mise en forme de l'écriture en français du texte de Nasra al-Sa'adoun.

## Articles :

*Les femmes irakiennes et le blocus*, in *Femmes et violences dans le monde*, ouvrage collectif sous la direction de Michèle Dayras, l'Harmattan, 1995.

*Retour de Bagdad*, in "Drôle d'époque", n 2, 1998.

*Nassir Chemma, musicien de génie*, al-Joumouriya, Bagdad, 1998,

*Mohamed Ghani, sculpteur*, al-Joumouriya, Bagdad, 1998,

*Ala Bashir, l'art de l'impossible*, al-Joumouriya, Bagdad, 1999 et Revue Bagdad de langue française, ministère de la Culture irakien.

*Le petit cireur de chaussures*, in *Le jardin des murmures*, Yen Van Luc, éditions ANAKO, Paris, 1999.

## PREFACE

L'Irak trouve sa définition originelle dans la géographie. Le Tigre et l'Euphrate déterminent un territoire - tampon entre Orient et Occident qui s'étend des montagnes kurdes au nord jusqu'au golfe Arabo-persique au sud. La Mésopotamie est une terre riche et accueillante, au climat agréable, à la végétation abondante. Telle une vaste oasis où se sont développées, sur les rives des grands fleuves, les plus anciennes civilisations du monde. C'est là qu'est née l'écriture, qu'ont été édictées les premières lois, que le monothéisme s'est constitué. Les Sumériens, les Akkadiens, les Assyriens, les Chaldéens et... Abraham ont vécu sur ce territoire souvent administré par des souverains prestigieux comme Nabuchodonosor et Hammourabi. convoité par ses voisins, des armées puissantes sont passées et repassées sur ce pays frontière qui fut, lui aussi, le point de départ de nombreuses conquêtes militaires. Toute l'histoire de l'Irak tient dans cet entre-deux géographique. S'il n'y avait eu, dans cette immense plaine alluvionnaire, qu'un seul fleuve, il n'aurait été qu'une simple frontière naturelle entre l'Orient perse et l'Occident arabe, et la face du monde en aurait été changée.

À l'époque contemporaine, l'Irak a gardé sa valeur d'enjeu. Ce n'est plus le sol, les fleuves, les palmeraies, la situation géostratégique qui excitent les convoitises mais les immenses richesses du sous-sol qui font aujourd'hui de l'Irak la troisième réserve d'énergie du monde moderne. Il y a 100 ans débutèrent les grandes manœuvres des puissances occidentales pour se partager les dépouilles de l'empire ottoman. Puis ce fut la compétition pour le contrôle du pétrole du golfe Arabo-persique. La création de l'Etat irakien est à la fois le résultat et l'échec de cette compétition car il échappa vite aux influences extérieures, preuve que la population entre Tigre et Euphrate n'avait pas l'intention de perdre son identité ancestrale.

En 1968 la révolution consacrait le caractère souverain du pays, confirmé en 1972 par la nationalisation du pétrole qui échappait ainsi à la mainmise des compagnies étrangères soutenues par l'Angleterre et les Etats-Unis. Le régime ba'thiste reprit alors à son

compte le nationalisme irakien puissamment soutenu par ses pétrodollars. L'Occident qui voyait s'ouvrir un nouveau marché et qui ne perdait pas de vue l'espoir de remettre un jour sous tutelle ce petit pays trop puissant, trop riche et trop influent, lui a apporté toute l'assistance nécessaire. Le pays s'est développé rapidement et la période 1974-1985 fut celle des années fastes, contemporaine de la montée en puissance d'un autre Etat historique, Israël, chargé par l'Occident de maintenir la suprématie militaire au Moyen-Orient pour contenir toute velléité hégémonique de la Nation arabe.

Dirigé par le parti Ba'th, l'Etat irakien est un Etat arabe socialiste. Les autorités y exercent le centralisme démocratique sur le modèle de l'ancienne Union soviétique. Le pouvoir exécutif est entre les mains d'un homme, le Président de la République, Saddam Hussein qui est aussi Président du Conseil du commandement de la révolution et chef des forces armées. Le Pouvoir législatif est exercé par le Gouvernement et par l'Assemblée nationale composée de 250 députés dont 160 appartiennent au parti Ba'th (dernière élection au suffrage direct de 1996) qui légifèrent principalement dans le domaine économique et social. Quant aux questions internationales et militaires, elles sont du domaine réservé du Président et du Gouvernement. Les députés peuvent en discuter, mais le dernier mot reste à Saddam Hussein qui a toujours imposé la concentration des pouvoirs exécutifs, législatif et judiciaire : "La séparation automatique des pouvoirs est valable en Occident, mais elle ne convient pas à la politique de notre Révolution... La Révolution suppose l'unité et une tendance générale unifiée dans tous les secteurs" (recueil de réflexions politiques de S.H.).

On ne peut mieux définir un système totalitaire. Toute l'organisation politique du pays repose sur le parti Ba'th : l'encadrement des masses, la propagande, la répression de toute dissidence et, en période de pénurie, le contrôle du rationnement. Depuis son accession au pouvoir, le parti Baath a fermement maintenu une politique de développement, à la fois collectiviste et dirigiste, avec pour ambition l'affirmation de la souveraineté nationale, la modernisation à l'occidentale du pays et le bien être social. Un effort particulier a été fait en faveur de toutes les

mesures permettant d'accompagner la transformation sociale d'un pays traditionnellement rural qui pénétrait à marche forcée dans l'ère industrielle (urbanisation, exode rural, fragmentation des groupes traditionnels, familiaux, claniques, tribaux, religieux...).

La guerre contre l'Iran a donné un coup d'arrêt à cette politique de développement, au profit d'un considérable effort de guerre. Le coût global de cette guerre de 7 ans a été évalué à 180 milliards de dollars dont le financement fut assuré par les revenus pétroliers, les réserves et un prêt de 82 milliards de dollars de l'Arabie Saoudite. Le bilan de cette guerre fut tragiquement négatif : elle ne changea rien au rapport de force entre l'Iran et l'Irak, ne conduisit à aucune modification territoriale, mais fit un million de morts. Cependant, comme il s'agissait d'une guerre de position, elle épargna les infrastructures et les moyens de reprise économique du pays.

En revanche la guerre du Golfe, en 1991, détruisit ou endommagea tous les équipements du pays indispensables à son redémarrage ainsi que des milliers de logements, des hôpitaux, des écoles... On estime à 320 milliards de dollars le montant de ces dommages. Les pertes furent sévères : 100 000 morts, militaires et civils, et 100 000 invalides. On ne peut que constater la parfaite complémentarité de ces deux guerres.

C'est dans cette situation de défaite totale que l'embargo a été maintenu à titre de sanctions, en 1991, par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Un embargo total qui vise non seulement l'exportation du pétrole et la politique de réarmement de l'Irak, mais aussi tous les échanges qu'une nation doit nécessairement avoir avec la communauté internationale, qu'il s'agisse de représentativité politique, de commerce ou de développement économique, social et culturel. D'un pays vaincu, légitimement soumis à son vainqueur, l'embargo a fait de l'Irak un non-Etat, une virtualité politique sur laquelle il est devenu facile de projeter des fantasmes de diabolisation, d'autant mieux que l'attitude du régime se prête à toutes les interprétations.

Les dispositions de l'embargo auquel est soumis l'Irak apparaissent plus comme un verrouillage du pays, un "arrêt sur image", que comme une sanction destinée, comme toutes les

sanctions, à provoquer un examen de conscience, puis une résipiscence, enfin le rachat pour bonne conduite. L'embargo est une mise en hibernation et non une punition. Mais cette hibernation n'a pas, comme l'anesthésie, la capacité de supprimer la souffrance. Le pays n'est pas organisé pour vivre en sous-régime chronique : il s'encrasse. La société ne présente aux citoyens aucun cadre adapté à cette récession majeure, toutes les références et tous les modes de fonctionnement sont inadaptés, à commencer bien sûr par le régime politique lui-même qui a été conçu pour l'expansion économique, la conquête et l'hégémonie.

Cet état de panne crée des tensions nouvelles, des interactions perverses, des appétits et des dégoûts incontrôlables, des brèches douloureuses et des colmatages honteux. Comment vivre une vie d'homme concrète et productive dans une société virtuelle et figée? À mi-chemin entre le rêve moderniste et la déchéance humaine, l'Irakien n'a le choix qu'entre la nostalgie du passé et le désir d'en finir au plus vite, n'importe comment. Rien ne porte le peuple irakien à imaginer et à construire un avenir. N'attendons pas de lui un sursaut salvateur, il est installé dans le désœuvrement et la souffrance. Seule, une levée des sanctions dans des conditions d'accompagnement attentionnées et précises pourra permettre de rendre force et vigueur au pays.

L'occasion m'a été donnée de passer près d'une année, en 1997 et 1998, dans ce pays étrange pour y assurer, pour le compte des Nations Unies, le contrôle des distributions de vivres et de matériels de première nécessité que l'Irak est autorisé, depuis 1995 (résolution 986 du Conseil de sécurité) à acheter à l'étranger, en dérogation aux mesures d'embargo, afin d'en rendre les conséquences supportables par la population. Il s'agissait, à ce titre, d'une mission à caractère humanitaire ; mais, l'obligation faite à l'équipe d'observateurs que je dirigeais de s'abstenir de toute intervention directe et de limiter son rôle à relever les éventuels dysfonctionnements des distributions nous a placé dans une situation d'impuissance que nous vivions avec un fort sentiment de frustration. L'action humanitaire ne peut se limiter à la rédaction de rapports au Conseil de sécurité, alors qu'elle exigeait de nous une confrontation permanente avec les pires conséquences de l'embargo. Confronté à une telle ambiguïté et tenu à une stricte

obligation de réserve, il m'a été d'un grand secours de suivre l'évolution du minutieux travail d'enquête menée pendant des années par Alice Bséréni. Avec une liberté relative, largement compensée par son obstination, Alice a pu observer ce que je ne devais pas voir, rencontrer des amis irakiens que j'étais tenu d'ignorer, poser les questions qui me brûlaient la langue, et surtout, témoigner en toute liberté, n'ayant de compte à rendre qu'à sa conscience. Je ne suis pas nécessairement en accord avec tout ce qui est rapporté dans ce magnifique témoignage car nous n'avons ni la même expérience de l'Irak, ni le même point de vue. Cependant, nous sommes, sur l'essentiel, en accord : le peuple irakien est pris en otage autant par les conséquences de l'embargo que par un pouvoir totalitaire dont la seule dynamique est celle d'un déficit obstiné. Ce que j'ai le plus apprécié dans ce livre c'est son refus de s'inscrire dans le discours officiel de l'Occident. Cela ne va pas sans une prise de risques, le premier d'entre eux étant de se laisser porter par le discours officiel irakien. Où se trouve donc la vérité ? Alice a tranché en nous montrant que la vérité c'est, avant tout, ce que le cœur perçoit au contact de ceux qui souffrent, quel que soit l'usage que la politique fait de cette souffrance.

Le visiteur qui se rend officiellement en Irak, que ce soit pour traiter des affaires ou prendre des contacts politiques, est le plus souvent invité à descendre à l'hôtel al-Rachid, un établissement qui appartient au Gouvernement. Situé dans le quartier résidentiel de Bagdad, il représente ce qu'il y a de mieux en matière d'hôtellerie irakienne, en dépit de la médiocrité du service et de l'accueil, de l'indifférence du personnel, et de la tristesse des lieux. Mais ce qui surprend le plus le nouveau venu, c'est l'obligation incontournable qui lui est faite, en franchissant le seuil, de marcher sur une grande mosaïque représentant le visage du Président Georges Bush. Le portrait de l'homme qui engagea la coalition alliée dans la guerre du Golfe est destiné à être piétiné. Pourquoi ? C'est écrit dans le marbre : "Bush is criminal". S'agit-il d'une insulte, d'une provocation ou d'une forme d'humour inconnue en Occident ?

Pénétrer dans l'hôtel al-Rachid par cette unique entrée, c'est symboliquement montrer patte blanche, manifester clairement qu'en venant en Irak vous avez choisi votre camp, celui de la victime qui cesse, de ce fait, d'être autoproclamée... Et c'est vous

qui vous autoproclamez ami de l'Irak en franchissant le seuil. Cette épreuve rituelle a valeur de métaphore. Le Gouvernement de l'Irak ne se reconnaît que trois types de partenaires : les ennemis inconditionnels, les amis, tout aussi inconditionnels, et les hypocrites. Il ne connaît pas l'amitié critique, les nuances de la solidarité et les doutes de l'esprit. Depuis 9 ans de malheur, les positions se sont figées, la confiance n'existe pas, c'est l'ère du soupçon. Trop de discours contradictoires ont été tenus où, toujours, la virtualité des représentations politiques s'oppose à la réalité des faits :

- Celui de la victime qui expose ses plaies innocentes pour glorifier son droit souverain à la résistance et à l'immobilisme,

- Celui du vainqueur qui confond sanctions et poursuite de la guerre,

- Celui, enfin, de la communauté internationale qui dans le même mouvement participe à la punition du coupable et l'assiste dans ses souffrances, épousant tout entière l'ambiguïté du mot "assistance". De tous les discours qui se tiennent sur l'Irak, seuls les plus simplistes sont entendus et compris. Il faut être pour ou contre, quelles que soient les raisons de votre choix, mais clairement. Sinon, on dira de vous en Occident que vous êtes "contaminé par l'Irak" et à Bagdad que vous êtes un hypocrite, ennemi masqué du peuple irakien.

Alice Bséréni n'est pas hypocrite, son récit non plus. C'est un travail "d'honnête homme" qui, tournant le dos aux discours officiels, a voulu se faire son opinion et porter témoignage. Pour cela il fallait avoir le courage de se rendre en Irak, pays où personne ne va, il fallait se faire reconnaître comme un esprit indépendant, il fallait, enfin, prendre la plume et parler. Au bout du compte, son livre témoigne d'une liberté d'esprit et d'un courage dont pourraient s'inspirer tous ceux qui redoutent le manichéisme politique ambiant et qui s'interrogent, comme je le l'ai fait en quittant les Nations Unies, sur la légitimité des sanctions internationales et celle de l'utilisation indiscriminée et brutale de l'arme économique.

Dr Michel Joli

## AVANT-PROPOS

### Une guerre prolongée qui n'avoue pas son nom

Décembre 1998, veille de Noël et du Ramadan, 400 missiles stratégiques se sont abattus sur l'Irak, dix fois plus qu'en 42 jours de guerre militaire en 1991. L'angoisse encore, les nuits sans sommeil, les destructions de sites militaires mais aussi de bâtiments civils, hôpitaux, écoles, maisons particulières, des morts encore et des blessés, des mutilés supplémentaires, un bilan difficile à chiffrer. Une hypothèse basse, 150 morts et 500 blessés, civils et militaires, une hypothèse haute, 500 morts et 1500 blessés. On opte plutôt pour l'hypothèse basse. Ces morts et ces blessés, au nom de quoi, de quelle morale, de quelle légitimité ? Le rapport de l'UNSCOM était en cours d'examen au Conseil de sécurité quand les Américains et leurs alliés britanniques ont pris la décision unilatérale de cette série de frappes militaires. Au mois d'août 1998 les missiles frappaient aussi. Pas en Irak mais au Soudan, détruisant l'usine pharmaceutique soupçonnée par les Américains de production chimique prohibée. Partout dans les villes arabes on a brûlé le drapeau américain, un reportage relayé par les chaînes du Golfe, de Dubaï, peu soupçonnables d'anti-américanisme primaire. L'usine livrait à l'Irak les médicaments prévus à titre humanitaire par la Commission des sanctions, en application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis décembre 1998, les raids américano-britanniques sont quasi quotidiens dans l'ensemble du pays, transformé en champ de tir permanent, les morts aussi, civils et militaires, les destructions de sites, civils et militaires.

En huit ans depuis la guerre du Golfe, le pays s'apparente à un immense corps en grève de la faim forcée, mis sous perfusion en phase terminale. L'Irak est dorénavant sous mandat onusien. Le problème, reconnaissait le Dr J-F Donnard au siège des agences onusiennes, c'est qu'on ne lui donne qu'une perfusion de sucre et non du nécessaire". Le dispositif du MOU (protocole d'accord signé entre le gouvernement irakien et le Conseil de sécurité en mai 1996) déploie 150 observateurs répartis sur l'ensemble du territoire. Ils vérifient, contrôlent et surveillent les opérations de

livraison, distribution des denrées humanitaires prévues par la RCS 986 et effectuées par les fonctionnaires irakiens, depuis les phases de commandes jusqu'à celles des livraisons. La superposition du dispositif irakien de distribution des rations alimentaires et des mécanismes de surveillance du MOU, revêt le caractère d'un assistantat général des populations, renforçant le mythe de l'Etat nourricier, dicit le docteur Michel Joli. Les carences humanitaires sont mises en évidence, chiffrées et quantifiées par les mécanismes d'observation. Au dispositif du MOU s'ajoutent des effets pervers moins visibles mais beaucoup plus graves à long terme et en profondeur. Le caractère humanitaire de la résolution 986, proclamé pour limiter le pire, sert dorénavant d'alibi au maintien indéfini des sanctions internationales. Le Pentagone ne déclarait-il pas en décembre 1998 : "A l'ONU l'humanitaire, aux Etats-unis les repréailles militaires". Cette logique diffère donc ad vitam eternam l'application du chapitre XXII de la résolution 687 stipulant la levée des sanctions une fois le pays désarmé, après le cessez-le-feu de 1991. L'institution onusienne, obsolète, impuissante et frileuse dans tant d'autres parties du globe, semble avoir pris à la faveur de la guerre du Golfe un essor décisif, et en Irak une amplitude qui manquait à l'effcience de ses dispositifs, dont certains sigles ont surgi avec l'enlissement de la situation. On peut émettre l'hypothèse que ce dispositif expérimente en Irak le maintien du pays en état de survie artificielle tout en réinsufflant vie à un organe qui a montré en tant de circonstances ses faillites, ses défections.

L'UNSCOM s'est greffé dans le dispositif à la manière d'une tumeur maligne, agissant en toute impunité, hors loi, hors contrôle. La destruction ou la détérioration par ses experts des sites visités, du potentiel industriel et culturel, chaînes de fabrication d'usines, produits manufacturés, bibliothèques d'université, matériel informatique, les restrictions arbitraires de livraison de produits et matériaux systématiquement catalogués "à risque et double usage", autant de faits qui portent un très grave préjudice immédiat dans un pays "ramené à l'âge préindustriel" selon la promesse américaine de 1991. Les masques sont tombés, révélant la coïncidence des activités de l'UNSCOM avec des objectifs d'espionnage au profit de la CIA et de l'Etat d'Israël, les pratiques avec celles d'un escadron d'occupation. Plus cyniquement, ces

agissements génèrent des perspectives de marchés potentiels et de nouveaux contrats, utiles avant tout aux économies occidentales. Le souci humanitaire a bien peu de place dans cette logique. L'acharnement de l'UNSCOM a peu à voir avec la technicité des dossiers de désarmement ; l'AIEA poursuit sans encombre les inspections depuis huit ans. Il entretient un climat de suspicion et de doute, prétexte à la prolongation indéfinie de sanctions qui n'ont rien à voir avec les missions onusiennes ou le droit international, ce qui conforte du même coup le pays dans un statut de martyr et de victime désignée de la mauvaise foi occidentale. Les conséquences psychologiques de ce dispositif sont incalculables en ce qu'elles interdisent toute démarche critique, interne et externe, dicit Michel Joli, renforçant au contraire la production de symptômes d'autant plus difficiles à résorber qu'ils s'installent dans la durée en se consolidant, sur le plan individuel comme à l'échelon collectif.

L'opération de mise sous tutelle du pays n'est pas de nature à contrarier la nature du régime ba'athiste dont le caractère dictatorial reste brandi comme un épouvantail en Occident. Les témoignages convergent, les déclarations d'intentions occidentales de favoriser l'émergence de la démocratie n'ont guère de prise auprès de populations en état de famine, malnutrition, déculturation, sans perspectives ni espoir, sans devenir ni avenir. Au lieu de se révolter contre ses dirigeants, elles se réfugient au contraire dans son giron, autant par nécessité matérielle que par réflexe identitaire. Ces intentions se soldent par une politique d'ingérence dans l'histoire et l'identité du pays, qualifiée en Irak de "colonialiste", aggravant la souffrance du peuple sans en atténuer le fardeau. C'est faire peu de cas, en outre, de la fierté farouche des Irakiens, de l'effort sans précédent du régime baathiste, conçu pour l'expansion économique et l'accès à la modernité, par réinvestissement de la rente pétrolière en services publics. Quel autre pays dans la région peut-il faire état de ce bilan ? L'immixtion permanente des experts de l'UNSCOM et le harcèlement dont le pays est l'objet s'apparentent à une opération de viol légalisé. La consolidation de ce rapport pervers ne sera pas sans dégâts persistants à long terme, plus profonds et plus graves que les séquelles physiologiques consécutives aux pénuries endémiques. Il y a urgence à casser ce lien pervers apte à générer

des effets secondaires de complicité entre la victime et son bourreau. Le bourreau, en l'occurrence, est identifié à l'autorité américano-onusienne et non au régime irakien. Il est tout aussi vain de prétendre préparer de l'extérieur une alternative au pouvoir ba'athiste. L'Irak, son histoire le vérifie, ne bougera que de l'intérieur, à partir de ses forces vives. Aucune ingérence extérieure ne l'a démenti.

On peut s'apitoyer sur le sort des enfants irakiens et la situation humanitaire ; il est utile de connaître le travail des agences onusiennes effectué en conscience, en rigueur, par contrat, mais l'enjeu est ailleurs. Certes le pétrole reste un objectif déclaré, mineur pourtant depuis l'écrasement de l'Irak, objet de transactions boursières qui échappent aux décisions d'Etat. De crise en crise, entretenues avec les alibis les plus fallacieux, l'Irak n'est que prétexte, cache-sexe de la putréfaction du processus de paix israélo-palestinien enclenché dans la foulée de la guerre du Golfe. Il faut craindre que la mise en quarantaine du peuple irakien reste nécessaire tant que le pseudo processus de paix israélo-palestinien de la pax americana ne dissolve l'espoir de solutions équitables dans la région, la création d'un Etat palestinien proclamé par maintes résolutions onusiennes depuis 1948. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les appels au *Djihad* islamique ne fassent écho en territoire arabo-musulman, malgré la répression des régimes quasiment tous totalitaires et autocratiques en terre perse, turque ou arabo-musulmane, que les excès fondamentalistes ne menacent encore longtemps le confort occidental, ni que les pays du Tiers-monde s'identifient au martyr de l'Irak.

"On peut s'interroger sur la part que prend dans le retour à la religion le sentiment d'appartenir à un peuple martyr rejeté de la communauté internationale et qui ne pourrait trouver son salut que dans la foi,» me confiait Michel Joli. "Les souffrances physiques, le sentiment d'impuissance, la perte d'idéal, la contestation des références modernistes, conduisent tout naturellement à évoquer l'idée d'une punition divine, et par voie de conséquence, celle d'une faute (qui n'est pas nécessairement celle que sanctionne la communauté internationale). Une hypothèse d'autant plus téméraire qu'elle permettrait d'établir un parallèle entre l'Irak et Israël..." Le caractère persécutoire des sanctions continue à

produire les justificatifs qui introvertissent chaque jour un peu plus le pays au lieu de générer les processus de guérison et de restaurations nécessaires et légitimes. Desserrer l'étau de l'enfermement qui condamne le pays à l'état d'aliénation asilaire et au statut "d'incapable majeur" relève de l'urgence absolue. Autant que les vivres, les médicaments et les produits manufacturés, il est vital de réinsuffler des nourritures intellectuelles, du savoir, des outils d'acquisition de savoirs nouveaux, de technologies nouvelles, de capacité de produire, de renouer les échanges universitaires, artistiques, intellectuels, afin de résorber l'abîme légal qui organise le pays en *no man's land* imaginaire, de réhabiliter et de restaurer aux yeux du monde l'image narcissique d'un pays apte à produire une plus-value sociale et culturelle, et non à la détruire.



## **I. Les frontières**



## Vingt-deux août 1998, retour de Bagdad, poste-frontière de Trébil.

Je hais les frontières. Deux heures de formalités déjà à la douane irakienne, les valises trimbalées, cinquante kilos au moins dans la valise, le sac de voyage, la caméra, le sac à main et autres paquets de dernière minute. J'étais à peine moins chargée à l'aller avec les présents qui convertissent un bagage vers l'Irak en hotte de Père Noël : impossible d'arriver les mains vides dans les maisons qui manquent de presque tout. Le plus gros est resté à Bagdad, vêtements, journaux, livres surtout, cahiers de classe, médicaments, matériel de bureau, des jouets pour les enfants, un monceau de peluches, parfumerie, confiseries et autres douceurs qui manquent tant dans le pays, hors de prix. J'aurais pu repartir presque à vide, je n'ai pu refuser les cadeaux de bienvenue ni de départ, je n'ai pas résisté aux sourires du souk al-Mustansariya al-Kadima, au feu orange et rouge des tapis de Babylone dans l'échoppe attirée, cela pèse lourd dans la valise, de même que les dattes fraîches que l'on m'a remises en kilos juteux pour des amis, des parents à Paris, et quelques bouteilles d'*Arak* aussi vendues à un prix dérisoire à Bagdad. Je rentre chargée des documents de l'ONU, des livres de l'académie des Sciences autorisés par cachet spécial du ministère, de la collation préparée par Doa'a pour un trajet de peut-être vingt heures. Je n'ai pas résisté non plus au sourire des marchands de bijoux, complices et amis chez qui j'ai déniché colliers d'ambre, bagues aux pierres volumineuses, aux montures travaillées, seuls cadeaux que je m'autorise au cours de ce séjour.

Une fois de plus, le gros des dollars a été consacré aux besoins de la maison, du travail, à l'achat d'une imprimante : on ne se passe plus de l'outil informatique, de produits d'entretien, luxes très banals que mes amis ne peuvent s'autoriser, aux courses du quotidien et fantaisies que leur budget ignore, absorbé par d'autres impératifs, les courses de taxi aussi, une hémorragie quotidienne. Je rentre en compagnie "d'Eve et Adam" dont le bronze pèse lourd dans le sac et m'arrache l'épaule. Dans la galerie de Doudi au Karrada j'étais tombée en arrêt devant la statuette dont la photo ouvrait le catalogue de la dernière exposition de sculptures au

CCF. La statuette, en chair et en os sur un socle dans la lumière blafarde de la galerie, un bronze brun modelé, trituré, étiré, silhouette élancée d'un homme et d'une femme, côte à côte séparés par une fente infranchissable. Un symbole du drame de l'Orient, celui des relations du monde, du Sud et de l'Occident, des cultures, celui des hommes et des femmes. J'ai hésité, je me suis décidée, Gérard et Marie ont prêté les dollars que je n'avais plus. Leur plaisir n'avait d'égal que le mien, ils ont chez eux la même statuette, d'une autre dimension. Je garde l'œuvre à portée de main dans le sac de voyage où s'affaissent en paquets les dattes de l'été. "Adam et Eve" campés dans leur nudité, leur solitude et l'oubli. "L'Irak, mon pays, est la terre où un homme et une femme ont découvert l'amour et la civilisation, et les ont légués au monde. J'en suis fière, quelle richesse, quel trésor pour l'humanité..." s'extasiait Nermine dans son studio du Karrada. Que reste-t-il de cette offrande au monde dans ce pays déchiré par les guerres, dans cette région encombrée de frontières aussi vaines que meurtrières ?

### **Huit ans déjà...**

Huit ans déjà que j'emprunte le même itinéraire routier comme la plupart des candidats au voyage, depuis huit ans, l'Irak est sous blocus aérien. Seuls les fonctionnaires de l'ONU et de l'UNSCOM parviennent dans le pays en avion. J'en suis à mon dixième voyage, chaque fois deux fois mille kilomètres de désert à l'aller et au retour, chaque fois quatorze à vingt heures de trajet, dont un tiers est mangé par les formalités de douane et de frontières. J'aurai tout expérimenté... Le tout premier taxi en août 1991 conduit par un chauffeur palestinien, borgne d'avoir croisé un missile américain sur le pont d'al-Falouja pendant la guerre du Golfe, tomba en panne d'huile peu après la frontière. Ce tout premier voyage croisait les sourires las de la défaite, des sourires reconnaissants aussi envers une démarche contredisant l'opprobre général. Puis les "GMC" empruntés par les délégations humanitaires et culturelles que j'accompagnais plusieurs années de suite, objet de solides dividendes prélevés au passage par les intermédiaires jordaniens des causes humanitaires. Le Jet de la compagnie jordanienne al-Jarash aussi à l'inconfort désuet sur les routes défoncées de Jordanie quand le pays n'avait pas encore construit sa

prospérité sur les profits tirés du transit obligé vers l'Irak par voie routière. Enfin les bus irakiens hors service des années cinquante affrétés par le ministère de la Culture pour les invités du festival de Babylone. Et même le confort luxueux d'un "GMC" dernier cri payé à prix d'or à Amman, deux cents dollars plus les pourboires et les repas du chauffeur, en compagnie de Claude, journaliste diligentée par le Sénat français avec les égards dus à une VIP (Very important personality). Le trajet se réduit alors à dix heures de route, je n'ai pas les moyens de ce confort. Cette fois l'inénarrable Jet qui fait plusieurs fois par jour le trajet aller-retour Bagdad Amman, sort commun des candidats au voyage.

On prend le traditionnel Jet irakien à la gare al-Laoui, près du centre de Bagdad et de la rue Haiffa. C'est le moyen le plus économique de voyager, le plus sûr aussi, les agressions ne s'en prennent qu'aux voitures particulières dans le désert. En revanche les formalités s'éternisent pour l'ensemble des passagers aux deux postes de douane, les fouilles, les visas, les contrôles en tout genre, les interrogatoires parfois, allongeant du tiers le temps d'un trajet de mille kilomètres. Kassim al-Sebti mon ami peintre m'a accompagnée jusqu'au départ ; nous avions projeté un trajet à trois avec Ismaël Fatah un autre artiste, en voiture particulière, plein de musique et de rires. Je rentre en Jet sans eux, ils sont retenus à Bagdad soumis au pensum des formalités internes, passeport, autorisations, enregistrement des œuvres promises à exposition, dispense de taxe de sortie pour les artistes (quatre cents dollars) pour qui dispose d'une invitation externe et des visas requis, services de la Sécurité, autorisations du ministère, de l'académie des Arts, de l'université où ils enseignent, de l'Intérieur... Plus de six mois que cela traîne... Demain peut-être... Dans trois jours peut-être... La semaine prochaine peut-être... Je ne peux plus attendre, l'avion lui n'attend pas. Il me faut repartir, sans Kassim ni Ismaël. Je rentre en compagnie "d'Eve et Adam", Kassim s'est occupé de tout, démarches et autorisations, enregistrement de l'œuvre auprès du Ministère, du Musée, les tampons, les cachets. L'exportation des œuvres d'art est dorénavant strictement réglementée.

Il faut sortir les bagages des soutes, les trimbaler jusqu'aux étals de la salle de douane, pauvres paquets mal ficelés, les bagages

rutilants voyagent en voiture particulière, les dattes en paquets dans de grandes nasses de jonc, les valises qui vont livrer l'intimité des linges, des cadeaux, des objets familiers, une intimité violée par les regards et les mains baladeuses du douanier. On cherche les dollars, les devises, les produits de contrebande, les œuvres d'art, les documents secrets. Nul scanner pour vérifier les contenus ni ordinateur pour saisir les données, on fait tout à la main, un temps qui s'étire, dérisoire. Les fiches à remplir, le contrôle des visas de sortie, les tampons du ministère, la taxe bien acquittée, les dispenses, les passeports vérifiés. Les sourires sont las.

Je me suis absorbée dans une conversation avec la fonctionnaire des douanes irakiennes dévolue au contrôle des femmes. Visage las et fatigué, traits tirés, maquillée néanmoins à cette heure tardive de la nuit. Il est déjà minuit, nous avons quitté Bagdad à quatorze heures.

- *Est-ce que vous avez de l'or ?*

- *Non, je n'aime pas l'or, je préfère les pierres.* Et de lui montrer mon collier d'ambre, la grosse pierre d'ambre qui pend à une chaîne, le médaillon de céramique de mon ami le sculpteur Itihad Karem, les bagues de grosses pierres d'ambre dont on m'a fait cadeau sans que je puisse les refuser.

- *Moi non plus, je n'aime pas l'or... Que venez-vous faire en Irak ?*

- *Nasra al-Sa'adoun traduit mon premier livre en Arabe à Bagdad, à la demande du ministre de la Culture. Je suis venue écrire un autre livre, je parlerai surtout des femmes, le pays tout entier tient par elles, le tempérament des femmes irakiennes force l'admiration...*

Le visage s'est ouvert, les yeux se sont dessillés, une lumière intense habite son regard. Vite, elle me confie sa vie. Elle est divorcée, elle élève quatre enfants, toute seule, sans aucune tutelle familiale, avec son maigre salaire de fonctionnaire des douanes. Un impossible quotidien. Comment y parvient-elle ? Je me promets une réponse lors du prochain voyage. Vite l'échange des adresses, une promesse de la retrouver, de lui faire signe. Une femme comme tant d'autres qui se battent seules contre les fins de mois cruelles, l'opprobre des familles et du qu'en dira-t-on, qui refusent l'enfer d'un mariage raté et le payent si cher. On se quitte à regret. On s'embrasse, il me faut rejoindre les autres passagers, je

suis la dernière à la douane, deux heures déjà que nous sommes là, il faudra deux autres heures au moins des mêmes formalités à la frontière jordanienne. Je traîne les sacs et la valise, c'est mon dernier adieu au pays, je n'ai aucune envie de le quitter. La valise récalcitrante tire mon bras endolori sur le bitume poisseux, les roulettes peuvent céder à tout moment. Le sac lourd du bronze et des bouteilles poisse du jus des dattes, le tee-shirt et le pantalon s'imprègnent inexorablement. J'ai mal au dos, je ne sens plus mes épaules. La caméra... Mon sac à main... L'orange de la toile a même couleur nuit et poussière que celle du désert... Le passeport à portée de la main, prêt pour tous les contrôles, les checkpoints, les vérifications. Vite, ne pas faire attendre les autres voyageurs, nous avons tant de temps à perdre encore en formalités. La fatigue engourdit les membres après ces déjà six cents kilomètres de route. Soudain mon pied a dérapé sur le bord du trottoir. J'ai reconnu l'intime craquement du muscle et du ligament froissé, pied tordu qui se met à enfler. Une douleur diffuse qui s'étend dans le membre et lui donne la fièvre. Dire qu'au dernier moment j'ai sorti de ma trousse une bande Velpeau pour la laisser à mes amis ! Cinquante kilos de bagages à traîner... Les remettre dans les soutes du car... Les ressortir ensuite pour la douane jordanienne... La même opération, les mêmes vérifications... Ne pas oublier l'achat du visa d'entrée, 6 dinars jordaniens, 60 francs, le faire légaliser ensuite... Là, je ne serai plus en terre amie... Déjà ailleurs, en Jordanie, tampon américain entre l'Irak et l'Etat d'Israël... Décidément, je hais les frontières.

## **Août 1990, les frontières assaillies.**

Me revient en mémoire l'exode de 1990 dans la région, l'encombrement des routes, les files de voitures aux abords des frontières entre Syrie et Jordanie, camions, estafettes, voitures particulières, coffres chargés de matelas roulés, couvertures, vaisselles, chaises, meubles, le nécessaire et l'utilitaire, enfants affalés dans le magma, familles qui campent au bord de la route poussiéreuse, une théière chauffant de l'eau, des sandwiches. On attend les formalités de douane, les passeports se déplacent en liasses dans de gros sacs en plastique, tous de même couleur verte, du Koweït, de Palestine, de Syrie, d'Irak, de Jordanie, d'Egypte,